

**COMMUNE
DE JUGON-LES-LACS COMMUNE
NOUVELLE**

**CERTIFICAT DE DECISION DE
DECLARATION PREALABLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Affiché le

ID : 022-200056711-20230703-DEC_DP_23_C0016-AR

Demande déposée le 21/02/2023 et complétée le 31/03/2023 et le 25/04/2023

N° DP 22084 23 C0016

Par : Mme RAFFRAY Marie-Thérèse
Demeurant à : 1 Venelle des Courtilions
22270 JUGON-LES-LACS Commune nouvelle
Pour : Mise en place d'une clôture et d'un portail
Sur un terrain sis à : 1 Venelle des Courtilions
Cadastré : 301ZE0107

Surface de plancher créée : 0 m²

Nb de logements : 0

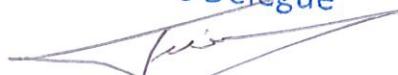
Surface du terrain : 2 170,00 m²

Le Maire de la commune de JUGON-LES-LACS commune nouvelle certifie qu'il ne s'est pas opposé au dossier enregistré sous le numéro DP 22084 23 C0016 au nom de Madame RAFFRAY Marie-Thérèse pour le projet ci-dessus référencé depuis le 25/06/2023

Fait à JUGON-LES-LACS commune nouvelle, le 3 juillet 2023

Le Maire
Eric MOISAN

Par délégation,
Jean-Charles ORVEILLON,
Maire Délégué



Ce certificat est délivré en application de l'article R.424-13 du code de l'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Date d'affichage en mairie du récépissé de dépôt de la demande : 21 février 2023

Date d'affichage en mairie de la décision : 05 juillet 2023

Date de transmission en Préfecture de la décision : 05 juillet 2023

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent

il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet de département. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.